

HDR 2006 : Porter l'eau et l'assainissement au premier rang de l'ordre du jour du développement pour enfin mettre un terme à ce "fléau silencieux"

Les gouvernements et agences internationales devraient porter l'eau et l'assainissement au tout premier rang de leur ordre du jour respectif et de leur politique de développement s'ils veulent vraiment atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

C'est la conclusion du Rapport mondial sur le développement humain 2006, publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ce rapport influent, qui suit pas à pas les progrès accomplis par les différents pays en matière de développement, plaide en faveur d'un plan d'action mondial sur l'eau pour enrayer "le fléau silencieux" que constitue le manque d'eau et d'assainissement qui engendre la mort de 1,8 million d'enfants chaque année.

Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau, publié en novembre 2006, met en exergue la menace que pose l'eau insalubre en termes de sécurité humaine dans le monde en développement et en quoi la crise de l'eau et l'assainissement freine la croissance économique.

Le rapport plaide en faveur d'un effort international afin de mobiliser les ressources et l'action politique pour affronter la crise. Contrairement aux guerres et aux catastrophes naturelles, cette crise mondiale n'engendre pas d'action internationale concertée, se lamente le rapport.

Et de conclure : "Tout comme la faim dans le monde, le manque d'accès à l'eau est un fléau silencieux qui frappe les pauvres tout en restant toléré par ceux qui possèdent les ressources, la technologie et le pouvoir politique nécessaires pour y mettre fin".

Le rapport souligne que les OMD ne pourront pas être atteints dans les dix ans fixés sans action concertée dans le domaine de l'eau. Chacun des OMD est inextricablement lié au suivant, par conséquent si nous manquons l'objectif en matière d'eau et d'assainissement, l'espoir d'atteindre les autres s'évanouit rapidement, explique le rapport.

Chaque année, le Rapport mondial sur le développement humain donne un cadre aux débats sur certains des défis les plus urgents qui confrontent l'humanité. Le rapport est traduit dans plus d'une douzaine de langues et publié dans plus de 100 pays.



Rapport mondial sur le développement humain 2006

- Lancer un "Plan d'action mondial" sur l'eau et l'assainissement qui fasse participer toutes les nations du G8
- Les gouvernements devraient reconnaître que l'accès pour tous à des approvisionnements en eau salubres et abordables constitue un droit humain. Ils devraient se fixer un objectif d'au moins 20 litres d'eau salubre par jour et par citoyen et cette eau devrait être gratuite pour ceux n'ayant pas les moyens de payer.
- Pour accélérer les progrès dans le domaine de l'eau et l'assainissement, tous les gouvernements devraient préparer des plans nationaux assortis d'objectifs ambitieux et soutenus par un financement représentant au moins 1 % du PIB ainsi que des stratégies claires pour vaincre les inégalités
- Accroître l'aide internationale qu'il faudra doubler si l'on veut réussir à atteindre l'OMD sur l'eau et l'assainissement.

Pour en savoir plus et pour télécharger le rapport : <http://hdr.undp.org/hdr2006>

Campagne internationale pour mettre fin à la crise de l'eau et l'assainissement

Campagne internationale pour mettre fin à la crise de l'eau et l'assainissement WaterAid travaille avec ses partenaires, ses programmes pays et des organisations internationales afin de monter une coalition qui fasse campagne pour alerter les principaux décideurs sur la nature, l'ampleur et l'impact de la crise de l'eau et l'assainissement. La campagne **En finir avec le manque d'eau** plaide pour un plan d'action mondial concerté pour l'eau et l'assainissement, pour une seule et même agence de coordination mondiale, pour que 70 % des fonds d'aide consacrés à l'eau et l'assainissement soient réservés aux pays les plus pauvres et pour que les ressources en eau soient protégées et partagées de façon équitable. Les organisations du monde entier seront instamment priées de rallier la campagne et de mener des actions afin d'exercer une pression publique gigantesque sur les gouvernements des pays en développement comme des pays développés pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations.

Pour en savoir plus et pour consulter le manifeste de la campagne, veuillez contacter fan@freshwateraction.net



Le gouvernement britannique reconnaît le droit humain à l'eau

Pour coïncider avec la publication du Rapport mondial sur le développement humain, le gouvernement britannique a annoncé qu'il reconnaissait le droit humain à l'eau. Le Royaume-Uni s'était opposé à la reconnaissance officielle du droit à l'eau mais il a désormais changé sa position.

Demande d'évaluation des obligations en termes de droits humains liés à l'eau

Le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut Commissaire des Droits de l'Homme des Nations unies d'évaluer l'ampleur et la teneur des obligations contenues dans les instruments internationaux sur les droits de l'Homme en matière de droits humains liés à un accès équitable à l'eau salubre et à l'assainissement. L'étude sera soumise à la sixième session du Conseil en septembre 2007.

www.righttowater.org.uk



Nouvelles du FAN

Priorité au financement et à la gouvernance tandis qu'une équipe de consultants entame ses travaux

Le FAN a nommé un consultant afin de mettre au point une stratégie de financement pour le FAN et ses réseaux régionaux et il en a désigné un autre en vue d'examiner ses structures de gouvernance.

La décision de nommer des experts a été prise lors de la réunion 2006 du Groupe consultatif du FAN qui passait en revue les progrès du groupe et ses projets à venir.

Durant la première phase des travaux de développement du financement, le consultant Emily van Lier a préparé un "dossier argumentaire" détaillé. Ce document pourra servir de base aux propositions de financement du FAN et des réseaux régionaux. Emily a également fourni un rapport sur la situation de financement du FAN, les opportunités éventuelles, y compris des exemples précis et des références à des considérations tant éthiques que pratiques.

De son côté, le consultant chargé de la gouvernance, Rieky Stuart, a produit un document de travail délibérément dérangeant sur l'avenir du FAN, afin de stimuler un débat animé sur la question. Les membres du Groupe consultatif du FAN sont actuellement consultés dans le cadre de l'élaboration du document, ce qui permettra de documenter une déclaration d'options sur l'avenir du réseau. Cette note sera ensuite largement distribuée aux membres du FAN pour obtenir leurs réactions.

Les personnes ayant des idées qui vont au-delà des options présentées seront encouragées à les présenter. Cette contribution sera ensuite analysée et consolidée et les implications des options les plus populaires seront ensuite examinées par le Groupe consultatif.

Vous avez votre mot à dire ! Soyez prêts à ajouter vos propres idées et suggestions pour alimenter le débat.

Financement : le "dossier argumentaire"

- Définit les travaux du FAN dans le contexte des questions liées à l'accès global à l'eau et l'assainissement
- Illustre le rôle unique du FAN
- Décrit succinctement les relations du FAN avec ses réseaux
- Met en exergue ses accomplissements à ce jour
- Dresse la liste des objectifs du FAN pour ses travaux à venir

Commission d'enquête du Royaume-Uni sur l'OMD 7

Le Comité spécial du Royaume-Uni sur le développement international, qui examine les activités du ministère du Développement international du gouvernement britannique (DfID), a entamé une enquête sur ce que pourraient faire les donateurs, y compris le DfID, pour soutenir les progrès en faveur de la réalisation de la composante eau et assainissement de l'OMD 7.

L'objectif appelle une réduction de moitié d'ici 2015 de la proportion de gens n'ayant pas un accès durable à l'eau potable et à un assainissement adéquat. L'enquête examinera également les progrès du DfID concernant les autres OMD grâce à la réalisation des objectifs liés à l'eau et l'assainissement.

La première phase de l'enquête a commencé en juillet lorsque les organisations et les particuliers intéressés, y compris les membres du FAN, ont soumis des témoignages écrits.

Au cours de la deuxième phase, les témoins ont été appelés à donner un témoignage verbal devant un certain nombre de sessions différentes. Parmi celles-ci figuraient des séances sur l'urbanisation, la fourniture d'un service d'eau, le rôle des opérateurs privés, les interventions des bailleurs, le financement et les instruments d'aide, l'assainissement, la gouvernance de l'eau, la gestion des ressources en eau et les changements climatiques.

Le comité effectuera également une visite en Ethiopie afin d'explorer les problèmes d'eau et d'assainissement auxquels sont confrontés les pauvres du pays. Un compte rendu des divers témoignages présentés lors des sessions sera disponible en Avril.

Réactions au sondage effectué auprès des membres du FAN

Freshwater News incorpore les modifications et suggestions faites par les membres en réponse au sondage réalisé sur les communications du FAN qui accompagnait le dernier numéro de la newsletter.

Le sondage a révélé que la majorité des membres du FAN lisent la newsletter ; la moitié d'entre eux la lisent en entier, d'autres préférant se concentrer sur les pages qui les intéressent particulièrement.

Le sondage montre que les répondants souhaiteraient en savoir davantage sur les opportunités de financement, les nouvelles technologies et les innovations. Vous demandez aussi davantage d'études de cas sur des travaux de bon plaidoyer par les organisations de la société civile (OSC), des informations locales et des données sur les meilleures pratiques, des interviews individuelles, davantage de nouvelles des membres et plus de détails sur les rencontres internationales.

Ce numéro renferme deux études de cas émanant de membres, ainsi qu'une interview avec Jamillah Mwanjisi, la coordinatrice d'ANEW.

Le bulletin électronique mensuel du FAN comprendra désormais davantage d'information sur le financement ; Infos Réseaux est sa section la plus populaire. Si vous ne recevez pas le e-Bulletin, veuillez adresser un mel au FAN pour vous inscrire.

Plus de la moitié des répondants au sondage visitent le site Web plus d'une fois par mois. A ce sujet, le sondage a révélé que les lecteurs aimeraient davantage de rapports sur les derniers développements technologiques et vous souhaiteriez également qu'une section soit spécialement consacrée aux opportunités de subvention.

Les lecteurs souhaitent également voir une section renfermant des informations sur les activités des autres membres, des rapports sur les leçons apprises et les meilleures pratiques, et une liste consultable des membres dans les différents pays. Nous nous efforçons d'améliorer le site et nous tenterons d'y incorporer toutes vos idées.

Merci à tous ceux et celles qui ont pris le temps de répondre au sondage. Les membres sont invités à partager leurs points de vue et leurs idées concernant les communications du FAN. Veuillez adresser vos commentaires à fan@freshwateraction.net

Point de vue des participants : 2^{ème} Conférence sud-asiatique sur l'assainissement (SACOSAN)

Le FAN a parrainé Yakub Hossain, directeur exécutif adjoint du Village Education Resource Centre (VERC) au Bangladesh pour qu'il assiste à la 2^{ème} SACOSAN, organisée à Islamabad au Pakistan.

À l'issue de l'inauguration par le Premier Ministre du Pakistan, les participants se sont réunis pour la présentation des articles nationaux issus de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Cambodge, de l'Inde, des Maldives, du Myanmar, du Népal, du Sri Lanka et du Pakistan. Les articles étaient axés sur les accomplissements en matière d'assainissement dans le contexte des OMD.

Une session sur l'Assainissement total piloté par la communauté (CLTS - Community Led Total Sanitation) a été animée par le Dr. Kamal Kar, un consultant indien en développement participatif ayant travaillé avec le VERC lors de l'introduction du CLTS au Bangladesh courant 2001.

Le principal enseignement tiré de cette approche, confirmé par le VERC et décrit par le Dr. Kar, est qu'une participation communautaire efficace peut garantir un taux de couverture de 100 % sans la moindre forme de subvention par le gouvernement. Le VERC estime qu'il faudrait accorder davantage d'attention au renforcement des capacités au sein des communautés et non plus à l'octroi de subventions.

La session a déclenché un débat animé sur la question des subventions. Bon nombre de gouvernements prônent l'allocation de subventions aux pauvres par le biais des collectivités locales. Par conséquent, la politique du gouvernement tend à rejeter le fondement même de l'approche CLTS : à savoir que les communautés sont capables de résoudre leurs propres problèmes d'assainissement sans dépendre de ressources extérieures.

Le Bangladesh a connu un recentrage paradigmatique depuis l'introduction du CLTS et le gouvernement élabore actuellement une stratégie d'assainissement qui s'appuie sur l'approche prônée par le CLTS. Un soutien par subvention à l'intention des pauvres n'est utilisé qu'en guise de filet de sécurité.

En Inde, où des modèles semblables sont reproduits, des subventions sont accordées aux communautés en appréciation de leurs bonnes performances en matière d'eau et d'assainissement. Cela pourrait constituer une option intéressante pour résoudre la question des subventions au niveau individuel.

Parmi les autres papiers intéressants présentés à la conférence figurait une présentation de l'UNICEF et de WaterAid Bangladesh sur "Les besoins particuliers des filles et comment y répondre – Défis dans les écoles du Bangladesh".

Le VERC a collaboré au stand organisé par WaterAid, qui mettait en valeur les activités du VERC en matière d'eau et d'assainissement et présentait un modèle des options d'assainissement à faible coût. Le ministre de l'Environnement du Pakistan s'est rendu sur le stand et a exprimé un vif intérêt envers ces modèles.

Globalement, on regrette que la rencontre ait été trop brève pour permettre des échanges et un apprentissage suffisants. L'essentiel des deux jours de la conférence a été consacré à la présentation détaillée des articles nationaux. Une présentation plus précise permettrait d'obtenir une conférence plus constructive. La gestion globale de la rencontre mériterait aussi d'être améliorée.

Pour en savoir plus sur SACOSAN
www.environment.gov.pk/sacosan-2005

Pour en savoir plus sur l'approche CLTS
http://www.livelihoods.org/hot_topics/CLTS.html

Pour en savoir plus sur le VERC – consultez la page 8

Consultation afin d'évaluer la nécessité d'un réseau FAN-Asie du Sud

Les membres du FAN en Asie du Sud ont produit une proposition détaillée afin d'entreprendre un large processus de consultation pour évaluer la nécessité d'un réseau sud-asiatique consolidé. Au cours des prochains mois, nous espérons que les membres du FAN oeuvreront ensemble à identifier des organisations et des réseaux pour prendre part au processus de consultation et garantir que les réunions aient bien lieu correctement et que la représentation soit suffisamment large.

Pour savoir comment vous impliquer dans le processus et recevoir un exemplaire de la proposition détaillée, adressez un mel à fan@freshwateraction.net

Une base de données en ligne relie les organisations de la société civile indienne

Les membres peuvent désormais interroger une base de données en ligne des OSC qui travaillent dans le secteur de l'eau et l'assainissement ainsi que des centres de ressource qui soutiennent des travaux de plaidoyer pour les pauvres dans ce domaine.

Compilée par CapNet Asie du Sud, avec le concours du FAN, cette base de données offre une opportunité sans égale pour les partenaires de CapNet et du FAN de s'associer afin de promouvoir des actions régionales durables, intégrées et propices aux pauvres dans le domaine de l'eau. La base de données en ligne veillera à ce que les informations sur les différentes organisations soient continuellement mises à jour. Nous vous saurions gré de bien vouloir tester cette base de données pour nous faire part de vos impressions.

www.freshwateraction.net/web/w/www_95_en.aspx

Adhérez à la liste électronique de FAN-Asie du Sud

La liste de diffusion électronique est un réseau à base de courrier électronique qui offre aux membres d'Asie du Sud une plate-forme pour échanger des informations. C'est un outil facile à utiliser qui ne nécessite pas d'accès à l'Internet.

Pour vous inscrire <http://lists.freshwateraction.net/mailman/listinfo/fanasia>

Pour afficher un message fanasia@lists.freshwateraction.net



Le VERC coordonne un exercice de cartographie communautaire dans un village du Bangladesh

Infos sur FAN AMERIQUE CENTRALE (FANCA)

FANCA lance des ateliers de sensibilisation aux enjeux locaux en matière d'eau et d'assainissement au Costa Rica

Les membres de FANCA au Costa Rica ont tenu une série d'ateliers pour les communautés locales afin de les informer sur des projets liés à l'eau actuellement débattus par l'Assemblée législative du pays. Les sessions aideront les organisations communautaires locales à planifier des actions de plaidoyer pour soutenir ces projets.

Ce sont deux membres de FANCA, FUDEU (Fondation pour le développement urbain) et CEDARENA (Centre pour la loi sur l'environnement et les ressources naturelles) qui ont organisé les ateliers, auxquels ont participé plus de 300 représentants de groupes communautaires, de systèmes d'eau ruraux, de groupes de femmes et de jeunes et de communautés autochtones.

Les ateliers ont réuni des conférenciers de la FUDEU et de CEDARENA, ainsi que des experts en législation de l'environnement qui ont commenté le nouveau projet de législation qui reconnaît l'eau comme un bien public, ainsi que d'autres projets de loi défendus par FANCA. FANCA promeut la législation dans le cadre d'un ordre du jour minimum sur l'eau en faveur d'une gestion intégrée des ressources en eau.

Ateliers nationaux sur la gestion communautaire de l'eau

Plus de 150 organisations locales et nationales issues de tous les pays d'Amérique centrale ont participé à une série d'ateliers nationaux sur les Comités d'usagers des services d'eau, sous la direction de FANCA en partenariat avec l'ACICAFOC.

Les ateliers se sont déroulés au Salvador, au Honduras, au Guatemala, au Nicaragua, au Panama et au Costa Rica et ils ont culminé en une réunion régionale au Costa Rica du 16 au 17 novembre 2006.

Ils bénéficiaient du concours de Both Ends, la Fédération luthérienne, FAN International et l'Agence espagnole pour la coopération internationale AEI. Au Salvador, ils étaient

FAN Mexique

FAN Mexique est toujours en pleine restructuration interne, pour traduire la nouvelle administration et le nouveau président du pays, même si les projets promus par les membres de FAN Mexique se poursuivent.

Dans le cadre du suivi du 4ème Forum mondial de l'eau, Nathalie Seguin, coordinatrice de FAN Mexique, a été invitée à se joindre au Groupe spécial de synthèse du Forum, parallèlement à une manifestation organisée par l'Association hydraulique mexicaine. Elle tient encore des réunions avec le Secrétariat du Forum.

FAN Mexique souhaite la bienvenue à Fundación en Cauce A.C., en qualité de nouveau membre du réseau. Cette ONG vise à utiliser l'eau qui existe encore dans les rivières de la vallée du Mexique, respecter leur lit d'origine et restaurer leur environnement naturel et les forêts alentour. Les rivières sont les zones d'infiltration des eaux souterraines du bassin fluvial de la vallée du Mexique.

Un autre membre, l'Institut international des ressources renouvelables (IRRI) du Mexique, qui travaille pour une prospérité durable et équitable dans un monde exempt de pollution, a lancé son projet intitulé "Adoptez un biodigester".

Les biodigesteurs permettent de décomposer les déchets organiques en les transformant en biogaz qui peut ensuite servir à la cuisine, au chauffage et à la génération d'électricité. Dans le même temps, ils produisent une source en eau stable qui peut servir à l'irrigation des cultures. La ONG promeut les biodigesteurs comme moyen de réduire l'une des principales sources de pollution de l'eau dans les zones rurales du pays.

Fin 2006, la première formation théâtrale et pratique d'Amérique latine sur l'assainissement écologique s'est déroulée à Tepoztlan, Morelos, au Mexique. Elle était organisée par Sarar Transformacion avec le concours de l'Institut pour l'Environnement de Stockholm et le programme EcoSanRes de Sweden. La formation entendait doter chaque participant des compétences requises pour promouvoir, développer et mettre en oeuvre des projets d'assainissement écologiques. Des délégués venus de Cuba, de Bolivie, de l'Equateur, du Pérou, du Honduras et de la République mexicaine ont assisté à la formation.



Biodigester utilisé par IRRI-Mexico pour réduire la pollution de l'eau

- Pour en savoir plus sur FAN Mexique, contactez nathalie.seguin@gmail.com
- Pour en savoir plus sur le projet d'IRRI-Mexico, tapez http://www.irrimexico.org/Proyectos_biOdigestores.html
- Pour en savoir plus sur les formations futures en matière d'assainissement écologique, contactez sarar@laneta.apc.org.

soutenus par le projet BASIN sous l'égide de l'UICN.

Les membres de l'équipe technique d'ACICAFOC et de FANCA se sont rendus dans chaque pays et ont travaillé à l'organisation et la facilitation de chaque séance de formation avec les points focaux nationaux de FANCA.

Parmi les participants à la rencontre régionale figuraient le vice-ministre costaricain de l'Environnement, l'Ambassadeur d'Espagne au

Costa Rica, des représentants de la Commission centraméricaine pour l'environnement et le développement (CCAD), GWP Amérique centrale, ainsi que d'autres organisations pour l'intégration centraméricaine. Ont aussi participé aux ateliers des délégués des milieux universitaires, des points focaux nationaux, des collectivités locales, des gouvernements locaux, des comités d'usagers des services d'eau et des communautés autochtones et paysannes émanant des quatre coins d'Amérique centrale.

Réseau sud-américain de l'eau

Des organisations sociales venues de toute l'Argentine ont marché vers la Plaza de Mayo le 12 décembre en scandant le slogan : "Arrêtons la pollution et le pillage des ressources naturelles".

La marche était dirigée par les assemblées de Gualguaychu et Colon, de la province d'Entre Rios. Des représentants du Réseau sud-américain de l'eau ont assisté à cette manifestation.

En Bolivie, un atelier de mise en route s'est tenu à La Paz le 24 novembre ; il s'agissait du premier d'une série de formations inter-apprentissage sur la gestion de l'eau. Les ateliers sont promus par le Secrétariat rural de l'Institut de formation et de recherche paysanne (IICCA). Jose Guevara Cubas, de l'Association spécialisée en développement durable (AEDS) au Pérou, s'y est rendu au nom du Réseau sud-américain de l'eau.

Au Chili, la Fédération des Organisations rurales d'eau potable (FENAPRU) a organisé une journée de travail en septembre sur le processus d'élaboration d'un cadre réglementaire. Divers représentants haut placés de l'Exécutif et du Parlement ainsi que du Programme national rural



La marche à la Plaza de Mayo, l'Argentine

sur l'eau potable (APR) ont participé à la réunion.

Une rencontre a également eu lieu entre la Présidente du Chili, Michelle Bachelet, et la Présidente de la Fédération nationale de l'APR au Chili, Teresa Sarmiento. Elle a débouché sur un engagement officiel de la part de la Présidente chilienne envers l'achèvement d'un cadre réglementaire d'ici mars 2007.

Nouveau point focal national au Salvador

La ONG Asociación Agua Viva (Association Eaux Vives) au Salvador est devenue le nouveau point focal national de ce pays.

Le chef de projet, Rene Martinez Rivas, a été désigné comme contact officiel par Agua Viva, une organisation à but non lucratif qui fournit aux communautés rurales un accès suffisant à des sources d'eau potable sûres et abondantes.

Pour en savoir plus sur FANCA ou pour adhérer au réseau :

Fundación para el Desarrollo Urbano (FUDEU)
• Apartado Postal 1852-2050
• San José • Costa Rica

Tél. : (506) 280-6516 • Fax. : (506) 281-3290

Courriel : fancaregional@gmail.com • URL : www.freshwateraction.net/fan-ca

Pour vous inscrire à notre liste de diffusion électronique, envoyez un courriel à : fanca-informa@googlegroups.com

Pour en savoir plus, veuillez contacter Marta Franco martabfranco@uolsinetis.com.ar

Que se passe-t-il ...

au Honduras :

Forum sur le Rapport mondial sur le développement humain 2006. Cette manifestation s'est tenue le 14 décembre 2006 et s'est concentrée sur le thème de l'eau. L'eau y a été définie comme une composante clé de la lutte contre la pauvreté.

Le Président du Honduras a déclaré son soutien en faveur d'une Loi générale sur l'eau. Cette démarche, qui vient s'ajouter à un engagement du Président du Congrès et du Coordinateur du Comité parlementaire sur les ressources en eau, permet d'espérer que la Loi de 1927 portant régime de l'eau sera bientôt actualisée.

au Costa Rica :

En octobre, la Chambre inférieure de l'Assemblée législative (Parlement) a voté à 51 voix contre une au deuxième tour en faveur d'un prêt japonais de \$127 millions pour la

reconstruction du réseau d'assainissement de San Jose. FANCA a mené une campagne de plaidoyer pour promouvoir un ordre du jour minimum de l'eau qui comprenait, entre autres projets de lois, le prêt japonais.

au Nicaragua :

L'Assemblée nationale du Nicaragua n'a pas pu se mettre d'accord sur une Loi nationale portant régime de l'eau au cours de la période législative ayant pris fin en décembre 2006, en raison d'un désaccord entre deux groupes parlementaires, le Parti libéral constitutionnaliste (PLC) et l'Alliance libérale nicaraguayenne (ALN). La pierre d'achoppement des pourparlers était l'Article 43 sur l'utilisation des eaux nationales par des particuliers et par des organismes du secteur privé et/ou public aux termes d'une Autorisation accordée par les pouvoirs municipaux ou les Conseils régionaux de la côte Atlantique. D'un point de vue historique, ces secteurs ont utilisé l'eau de n'importe quelle source pour produire des marchandises

et les commercialiser avec une marge élevée. Ils refusent de partager leurs bénéfices et de récompenser l'environnement pour une gestion intégrée du bassin versant.

au Salvador :

Les 45 premiers articles, sur un total de 141 que renferme la Loi nationale sur l'eau, ont été approuvés par l'Assemblée nationale (Parlement), bien qu'une opinion juridique à caractère général ait été prononcée à ce sujet en février 2005.

au Panama :

Les électeurs du Panama ont massivement approuvé l'élargissement du Canal de Panama, avec plus de trois voix sur quatre en faveur du projet lors d'un référendum organisé au mois d'octobre. Toutefois, le projet a fait l'objet d'une controverse, notamment de la part des écologistes, qui soutiennent qu'il promeut le développement aux dépens de l'environnement.

Point sur ANEW

Le Fonds de l'UE pour l'eau décerne un financement à ANEW

La deuxième candidature d'ANEW pour un financement européen a été couronnée de succès. L'UE fournira 75 % du financement d'un projet qui promeut les travaux de plaidoyer et renforce les capacités de participation des organisations de la société civile africaine. Le financement mettra en valeur leur aptitude à participer à des consultations concernant l'eau et l'assainissement et la gestion des ressources en eau dans l'ensemble du continent.

Rencontres régionales

ANEW organise plusieurs rencontres régionales entre janvier et mars 2007, dans le but d'identifier des priorités régionales en matière d'eau et d'assainissement et d'élaborer des plans d'action régionaux.

Dialogue des Nations unies sur l'Afrique

Les chefs d'Etat africains vont être expressément priés de se concentrer sur les enjeux nationaux que soulève la crise de l'eau, suite à une conférence soutenue par le Secrétaire général des Nations unies à laquelle a participé ANEW.

ANEW a participé au Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations unies (UNSGAB) sur le Dialogue africain relatif à l'eau et l'assainissement qui s'est déroulé à Tunis en décembre 2006. Il offrait l'occasion au Conseil d'échanger des points de vues avec des parties prenantes africaines, de passer en revue le Plan d'action Hashimoto et de formuler un cadre d'engagement.

Une liste d'actions a été approuvée, y compris l'organisation d'une conférence à l'intention des représentants de l'Union africaine en 2008, qui se veut l'Année internationale de l'assainissement.

La conférence a également recommandé d'accroître le financement et les capacités de gestion de l'eau, d'approvisionnement et d'assainissement en Afrique.

La Banque africaine pour le Développement (BAfD) s'est engagée à jouer un rôle de premier plan dans la coordination et la facilitation de l'engagement de l'UNSGAB, de l'AMCOW et d'autres partenaires. La BAfD prévoit également d'organiser une réunion des ministres des finances afin de faire de l'eau une priorité en matière de ressources.

Collaborations avec l'AMCOW

ANEW a continué de renforcer son partenariat avec l'AMCOW et le réseau est désormais reconnu comme le représentant des organisations de la société civile. Un partenariat formel sera créé à l'issue de la signature d'un Memorandum d'accord en préparation de la 6ème session ordinaire de l'AMCOW qui se tiendra à Brazzaville, en République du Congo en mars prochain.

Renforcement d'ANEW en Afrique du Nord

Les membres du groupe d'action d'ANEW, Essam Nada (Afrique du Nord) et le Prof. Edward Kairu (Afrique de l'Est) ont représenté ANEW lors de la réunion des OSC à l'occasion du Conseil des ministres arabes chargés de l'Environnement. Le conseil a débattu de l'élimination de la pauvreté et de la mise en oeuvre d'une initiative arabe pour le développement durable lors d'une réunion à Alger, en Algérie.

Assainissement, notre responsabilité collective

La Coalition des ONG du secteur de l'eau et l'assainissement au Ghana (CONIWAS) a organisé un atelier visant à définir le rôle des parties prenantes pour garantir de bonnes conditions sanitaires à Kumasi. L'atelier, parrainé par DANIDA, a réuni 120 participants issus de l'assemblée du district, des médias, des ONG, des organisations communautaires, des syndicats, du conseil traditionnel, des organisations religieuses et des membres du grand public. Les recommandations suivantes ont été approuvées :

- Un bon assainissement devrait être perçu non seulement comme une obligation du gouvernement mais aussi comme la responsabilité de tous
- Il serait bon d'organiser une éducation en matière de santé publique qui soit efficace et régulière
- Les travailleurs du secteur de la santé environnementale devraient être perçus comme des amis et non des ennemis
- Les agences responsables devraient veiller à un bon degré de planification avant tout développement
- Ceux qui sont chargés de faire appliquer les arrêtés devraient être justes mais inflexibles
- Les médias devraient être encouragés à se concentrer sur des enjeux importants tels que l'assainissement.

Dialogues avec la Commission mondiale des barrages (CMB)

Les gouvernements et les organisations de la société civile donnent des consignes pour une gestion réussie des ressources en eau dans l'utilisation des barrages. C'est là la conclusion du 5ème Forum sur les barrages et le développement.

La réunion, qui s'est tenue à Nairobi en novembre 2006, a discuté et médiatisé le rapport de la Commission mondiale des barrages en date de novembre 2000, qui promeut une réforme des politiques de l'eau et de l'énergie relatives aux barrages.

Depuis la publication du rapport, nombre de pays africains ont commencé à mettre en oeuvre ses recommandations. La conférence a appris que des dialogues nationaux sont désormais en place pour s'attaquer collectivement aux problèmes associés à la construction et à l'opération des barrages qui pourraient être évités.

Les dialogues visent à mieux résoudre les conflits et à rédiger des plans directeurs pour un développement durable des communautés affectées mais aussi pour examiner les injustices ainsi que les questions liées à la compensation, à la relocalisation et aux moyens de subsistance. Les dialogues se concentrent également sur les droits humains et culturels des communautés et ils définissent un ordre du jour pour une gestion efficace des risques et des catastrophes.

Dans presque tous les dialogues nationaux, ce sont les membres du Réseau des rivières africaines (ARN) (dont bon nombre sont aussi membres d'ANEW) qui fournissent la vision et servent de catalyseurs au processus.

Ceux qui assistaient au forum ont été déçus de voir que seuls les représentants intergouvernementaux avaient pris part à la conception du processus pour des dialogues permanents à l'échelle de toute l'Afrique. Les OSC ont demandé à être partenaires à part entière du processus et ils font pression sur les gouvernements nationaux, les agences intergouvernementales, les fournisseurs de service et autres partenaires pour qu'ils accordent un soutien financier aux dialogues.

Les pays ayant souscrit au processus de dialogues de la CMB comprennent l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Nigeria, le Ghana et le Togo.

- Pour obtenir un complément d'information, visitez le site

www.dams.org

C'est en septembre 2006 que Jamillah Mwanjisi a pris le poste de coordinatrice d'ANEW. Quatre mois plus tard, *Freshwater News* l'a questionnée sur ses premières impressions et sur sa vision pour l'avenir d'ANEW.

Q Vous avez dû quitter la Tanzanie pour venir prendre vos fonctions au Kenya. Vous êtes-vous habituée à votre nouvelle vie à Nairobi ?

A Le fait de vivre seule loin de ma famille étendue et de mes amis n'est pas toujours facile mais je commence à m'habituer.

Q Qu'est-ce qui vous a attirée dans ce rôle ?

A Le fait de travailler avec un programme couvrant toute l'Afrique et d'être capable de planifier et de mettre en oeuvre des travaux de plaidoyer.

Q Comment êtes-vous devenue impliquée dans des travaux de développement ?

A J'ai grandi dans un milieu où régnaient la pauvreté, les épidémies et les injustices et j'ai voulu contribuer aux efforts des gens en vue de créer de meilleures conditions de vie.

Q Qu'est-ce qui vous motive pour faire le travail que vous faites ?

A Le fait de voir que les efforts déployés et le travail accompli peuvent réellement transformer et améliorer les conditions de vie.

Q Quels ont été vos principaux travaux au cours des six derniers mois ?

A Apprentissage, marketing, réseautage et mobilisation de fonds

Q D'après vous, quelle est la principale réalisation d'ANEW à ce jour ?

A Accroître sa visibilité dans toute l'Afrique, notamment auprès de l'AMCOW

Q Avez-vous eu l'occasion de rencontrer des parties prenantes à l'échelle régionale ?

A J'ai assisté à la conférence sur les bassins fluviaux et lacustres à Kampala en novembre, ce qui a été une occasion rêvée de rencontrer les membres d'AMCOW, de l'Union africaine, du SADC et d'autres parties prenantes ayant toutes un ordre du jour commun en matière d'eau et d'assainissement en Afrique.

Q Avez-vous eu l'occasion de rencontrer beaucoup de membres d'ANEW ?

A J'ai rencontré bon nombre des "cerveaux" à l'origine d'ANEW lors de la réunion de planification d'octobre et par la suite à l'occasion du Forum sur les barrages et le développement. J'ai été très impressionnée par leur niveau d'engagement envers l'obtention d'un accès à l'eau potable et à des services d'assainissement suffisants.

Q Quelle organisation membre vous inspire le plus parmi toutes celles que vous avez rencontrées ?

A Je dirais Maji na Ufanisi, tout simplement parce que je connais bien son travail dans les bidonvilles de Nairobi. Toutefois je sais aussi que tous les membres d'ANEW déploient d'incroyables efforts pour créer un monde meilleur.

Q Qu'aimeriez-vous savoir sur les membres d'ANEW ?

A J'aimerais bien en savoir davantage sur ce qu'ils font, sur leurs propres initiatives, sur ce qu'ils organisent et surtout sur l'impact qu'ils ont sur les gens.

Q Quelle est la solution la plus novatrice à un problème commun dont vous avez été le témoin ?

A Les blocs sanitaires créés par Maji na Ufanisi car non seulement ils fournissent un service d'assainissement adéquat aux pauvres mais encore ils jouent le rôle de projet d'habilitation communautaire.

Q Quels sont vos projets pour l'année à venir en qualité de coordinatrice d'ANEW ?

A J'aimerais travailler sur un plan stratégique et sur des plans d'action régionaux pour ANEW, établir une newsletter et surtout repenser notre politique d'adhésion. Je vois ANEW servir d'organe de coordination et de liaison à des activités nationales et régionales plutôt qu'à des organisations individuelles.

Q Quelle contribution les membres d'ANEW peuvent-ils faire pour aider ANEW à atteindre ses objectifs ?

A Ils ont besoin d'échanger des informations, des recherches et des analyses de politique. Cela servira non seulement à augmenter notre visibilité mais cela nous donnera aussi une meilleure plateforme pour nos travaux de plaidoyer.

Q A votre avis, quelles sont les principales préoccupations des OSC qui travaillent dans la gestion de l'eau, les approvisionnements en eau et l'assainissement ?

A L'absence d'une plateforme de mobilisation et de dialogue. ANEW peut fournir cette plateforme mais nous devons apprendre à l'utiliser avec plus d'efficacité.



Jamillah Mwanjisi (à gauche) au Forum sur les barrages et le développement en compagnie de deux membres d'ANEW, Betty Obbo de l'Association nationale des professionnels de l'environnement (NAPE) et Hope Ogbeide du SWAPHEP.

Q D'après vous, quels sont les principaux défis qui confrontent le continent africain dans le domaine de la gestion durable de l'eau, des approvisionnements en eau et de l'assainissement ?

A Jusqu'ici, l'eau a été une question technique de génie civil. Nous ne sommes pas parvenus à donner à l'eau un visage humain. Une fois que nous y parviendrons, nous n'aurons plus à manifester un intérêt de pure forme : nous pourrions activement rechercher des solutions durables.

Q D'après vous, quels seront les principaux défis qu'ANEW devra relever au cours des 3 prochaines années ?

A Satisfaire les attentes ambitieuses qu'ont les décideurs, les donateurs et les membres à son égard.

Q Quelle est votre vision d'ANEW dans les trois / dix années à venir ?

A J'aimerais voir ANEW croître et devenir une force qui puisse non seulement influencer les décisions mais aussi élaborer des politiques et des pratiques qui, au bout du compte, parviennent à créer un monde meilleur.

Q En dehors du travail, comment gardez-vous 'un esprit sain dans un corps sain' ?

A J'aime lire et regarder un bon film. Quand je n'ai pas le moral, le fait de bavarder avec mes soeurs me redonne le sourire.

ADHEREZ A ANEW

Contactez le Secrétariat d'ANEW en tapant anew@majinaufanisi.org pour être ajouté à la liste de diffusion électronique d'ANEW ou adhérer à ANEW en ligne par le biais du site Web du FAN www.freshwateraction.net/join/register.asp

Pleins feux sur les membres du FAN

Les membres du FAN représentent des OSC impliquées dans l'environnement et le développement qui travaillent dans le secteur de l'eau et l'assainissement. Sous cette rubrique, nous donnons à nos lecteurs une idée des travaux accomplis par deux membres du réseau, très différents dans leur approche.



Groupe de jeunes biologistes et ingénieurs en train d'aménager un tas de compost pour le recyclage des déchets organiques

L'Institut de recherche avancée en économie et en environnement – Instituto IPANEMA est une association civile à but non lucratif qui a vu le jour en 1996 et qui est basée à Rio de Janeiro. Elle agit au niveau local, régional, national et international pour promouvoir un développement social, politique, culturel et économique durable au Brésil, en Amérique latine et dans les pays lusophones.

Parmi les activités d'IPANEMA figurent la participation à l'élaboration de politiques publiques, la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau, les travaux de plaidoyer et de renforcement des capacités en faveur de l'égalité sociale et de la parité, une éducation en matière d'environnement, et la promotion d'une plus grande coopération entre pays lusophones afin d'optimiser les efforts qu'ils déploient en faveur d'un développement durable.

Actuellement IPANEMA élabore des projets pour le reboisement et l'utilisation durable des terres dans la forêt ombrophile de la côte Atlantique. Elle met l'accent sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté par la mise en oeuvre de systèmes agroforestiers et d'autres activités génératrices de revenus pour les communautés locales.

Les projets renferment un élément de renforcement des capacités afin de disséminer les principes de gestion intégrée des ressources en eau ; ils considèrent l'ensemble du bassin fluvial et son interdépendance avec l'utilisation foncière et la conservation des forêts. Hommes, femmes, jeunes et enfants y sont tous impliqués. L'organisation entreprend également plusieurs missions éducatives sur l'environnement en zones urbaines et périurbaines, afin de sensibiliser la population locale, notamment les jeunes, à la valeur du bassin fluvial.

IPANEMA est membre du Conseil national des ressources en eau ainsi que des Comités de la Paraíba do Sul et du bassin fluvial du Guandu. Il fait office de Secrétariat du Réseau brésilien de renforcement des capacités pour les ressources en eau (CapNet Brésil) ; il est aussi un membre fondateur du FAN, du réseau sud-américain de l'eau et de la Gender and Water Alliance (GWA). C'est un membre actif de plusieurs autres réseaux nationaux et internationaux, notamment le Forum brésilien des ONG et les Mouvements sociaux pour un développement durable, le Global Water Partnership, le Partenariat pour l'eau du Brésil et le Partenariat pour l'eau des pays lusophones. <http://www.institutoipanema.net/>



Les habitants d'un village du Bangladesh brandissent un panneau qui clame haut et fort "Pas de défécation en plein air dans ce village"

Depuis 1977, le **Village Education Resource Centre (VERC) au Bangladesh** travaille avec les pauvres des zones rurales pour établir et promouvoir une approche dynamique et participative en matière de développement humain.

Plus de 1.200 employés et 1.000 bénévoles travaillent avec les pauvres et les groupes défavorisés pour satisfaire leurs besoins humains fondamentaux dans différentes zones rurales et périurbaines désignées du pays. S'appuyant sur une approche participative, ils s'efforcent de créer des modèles de développement durable où les communautés et les collectivités locales puissent oeuvrer ensemble à la réalisation de leurs objectifs.

Le VERC a travaillé sur des questions portant sur l'eau et l'assainissement dès sa création. Le VERC agit comme facilitateur et habilite les communautés à entreprendre des activités par leurs propres moyens. L'assainissement total comprend également l'utilisation d'une eau salubre pour toutes les tâches et l'introduction d'un comportement qui privilégie l'hygiène au sein de la communauté.

En qualité d'organisme de facilitation, le VERC prodigue aussi une aide technique pour la construction de latrines, l'installation de points d'eau et l'éducation en matière d'hygiène afin d'engendrer un changement de comportement. Le VERC aide les communautés à atteindre un assainissement total dans 68 unions (sous-unités administratives) et 7 municipalités du Bangladesh d'ici le début de 2009. Le VERC a été à l'avant-garde de la pratique d'assainissement total piloté par la population, plus connue sous le sigle CLTS (de l'anglais Community Led Total Sanitation). Cette approche est désormais dupliquée par les ONG, les agences gouvernementales et internationales afin d'atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) prônant un assainissement total d'ici 2010.

"Le VERC considère le FAN comme une plateforme efficace pour échanger ses idées avec d'autres organisations membres et pour étoffer ses propres interventions," souligne Shaikh Halim, Directeur exécutif du VERC.

"Les domaines de recherche prioritaires du VERC sont l'amélioration de nos normes de travail et l'échange d'enseignements entre membres. Le VERC souhaiterait aussi faire partie d'un réseau FAN-Asie du Sud car nous considérons que cela créerait une opportunité qui ouvrirait de nouvelles pistes pour le partage d'expériences et les travaux de plaidoyer à l'échelle régionale". <http://www.verc-ngo.org.bd>

Pour trouver une liste intégrale des membres du FAN, tapez www.freshwateraction.net/tools/memberslist.asp

Vous pouvez adhérer au FAN sur www.freshwateraction.net/join/register.asp

COORDONNEES DU FAN

Freshwater Action Network/Réseau d'action pour l'eau • 2nd Floor
• 47-49 Durham Street • Londres • SE11 5JD • Royaume-Uni

Phone: +44 20 7793 4509 • Fax: +44 20 7793 4545

Courriel: fan@freshwateraction.net • Site Web: www.freshwateraction.net